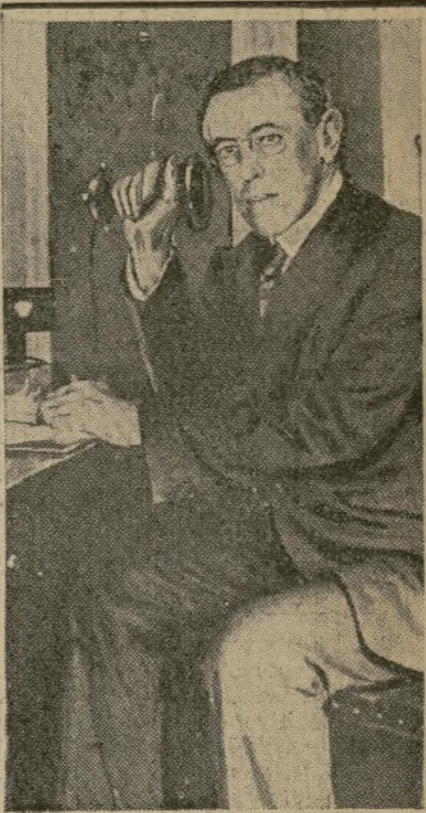
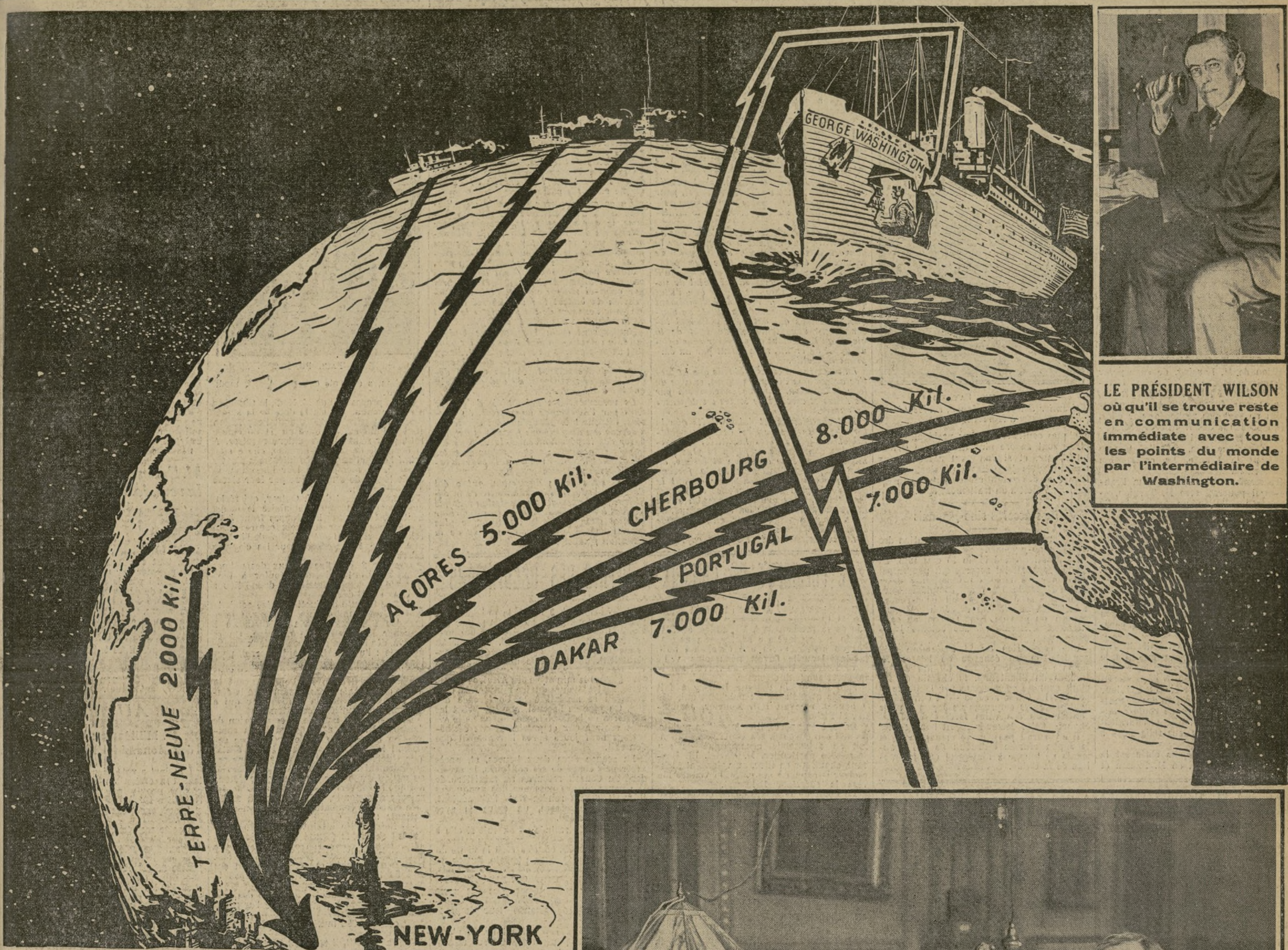
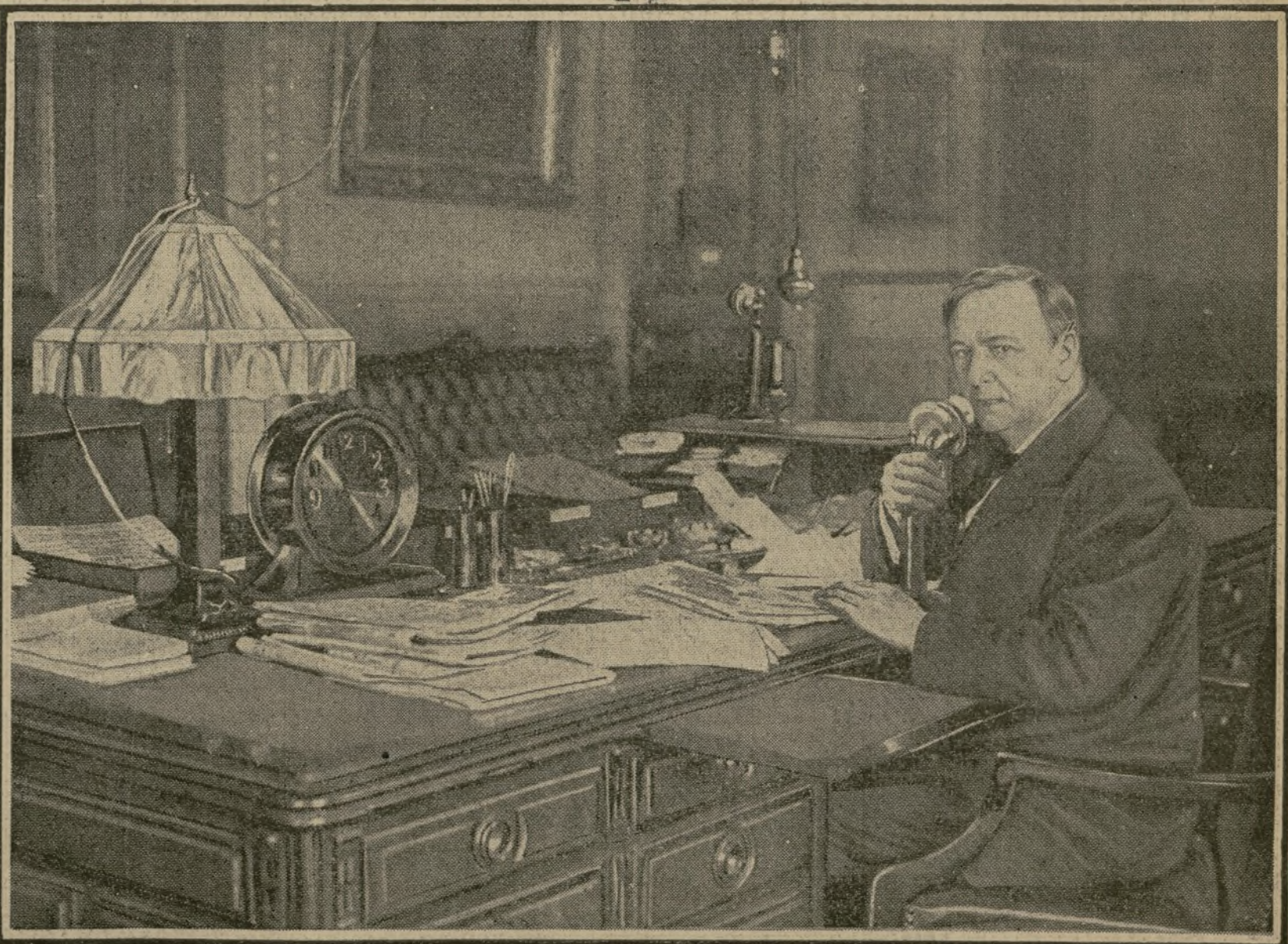


MÊME EN MER LE PRÉSIDENT WILSON REÇOIT DES COUPS DE TÉLÉPHONE



LE PRÉSIDENT WILSON
où qu'il se trouve reste
en communication
immédiate avec tous
les points du monde
par l'intermédiaire de
Washington.



Transmissions radiotélégraphiques ou radio-
téléphoniques du monde entier à Washington.

Transmission radiotéléphonique de Washing-
ton à l'appareil présidentiel.

M. DANIELS REÇOIT UN MESSAGE RADIOTÉLÉGRAPHIQUE A WASHINGTON, PUIS LE TRANSMET PAR RADIOTÉLÉPHONIE AU PRÉSIDENT WILSON

En communication par fil spécial avec la puissante station radiotélégraphique d'Arlington, située à quelques kilomètres de Washington, le ministre de la Marine américain reçoit de cette dernière tous les messages hertziens captés par cette station qui sont susceptibles d'intéresser le président. Il retrans-

met ces messages également par la même voie au "George-Washington" par T. S. F., mais, dès que le paquebot présidentiel se trouve à portée radiotéléphonique de terre, c'est-à-dire à quelque cinq ou six cents kilomètres de la côte, il parle directement au président de son cabinet du Navy Department.

LA CONFÉRENCE DE LA PAIX

UNE COMMISSION CENTRALE ÉTUDIERA LES QUESTIONS TERRITORIALES

M. Clemenceau assistait à la séance, où il était venu reprendre contact avec les délégués alliés, qui entendirent l'exposé des revendications sionistes.

Officiel, 27 février. — La réunion des ministres des puissances alliées et associées a eu lieu au Quai d'Orsay, de 3 heures à 5 h. 30.

M. Clemenceau est revenu prendre contact avec les délégués à la Conférence.

L'organisation d'une commission centrale des questions territoriales a été déterminée sur la proposition américaine.

L'exposé de la question sioniste a été présenté ensuite par le docteur Weizmann et M. Sokolow, au nom de l'organisation sioniste; Sylvain Lévi, professeur au Collège de France, membre de la commission de Palestine; André Spire, au nom de l'organisation sioniste française, et M. Oussischkin, au nom des juifs de Russie.

La prochaine séance aura lieu après-demain, à 3 heures.

Le Comité des Dix veut évidemment mettre les bouchées doubles. Il s'est aperçu que le public attendait de lui une procédure plus expéditive et il complète son outillage. Aux commissions territoriales qui fonctionnent déjà, pour les affaires polonaises, tchéco-slovaques, grecques, roumaines, belges, etc., il a décidé, hier, sur la proposition de M. Lansing, de superposer une commission centrale. Celle-ci se chargera de coordonner le travail des autres et, en même temps, évoquera toutes les questions qui ne sont pas réclamées par elles. Il y a le problème des frontières occidentales de l'Allemagne, qui mérite d'être discuté avec quelque soin, et qui intéresse spécialement la France. La commission centrale sera là.

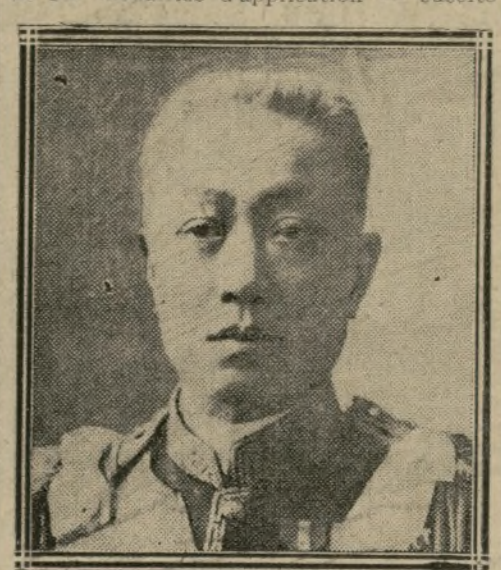
Quatre membres y siègeront : un Français, — qui pourrait être M. Tardieu, — un Anglais, un Italien, un Américain. Ils ont un rôle décisif à jouer.

Les sionistes ont été entendus, hier, par le Comité, — sionistes anglais, américains et aussi français, — ces derniers étant, l'un, professeur au Collège de France; l'autre, fonctionnaire au ministère du Commerce. On sait qu'en 1897, des juifs venus de toutes des parties de la terre s'assemblèrent en congrès, à Bâle, et, sur une motion de Theodor Herzl, réclamèrent la restauration d'un Etat juif. Voilà l'origine du débat d'hier.

Mais cet Etat serait-il en Palestine ou ailleurs? Abdul Hamid ne marqua que de médiocres velléités de satisfaire les sionistes, et ceux-ci s'adressèrent à l'Angleterre, qui les a toujours favorisés et qui leur offrit l'Ouganda, dans la région des Grands-Lacs africains. Cette offre ne souleva aucun enthousiasme. Les sionistes voudraient retourner au berceau de leur religion — à Jérusalem.

Au cours de la guerre, ils obtinrent la promesse de M. Balfour, de M. Pichon et

du cabinet italien, qu'il leur serait loisible de restaurer un foyer national en Palestine. Les délégués, qui ont eu hier audience au Quai d'Orsay, se sont prévalus de ces engagements. Ils prévoient deux étapes : le foyer national, puis l'Etat autonome, qui serait placé sous un protectorat : anglais, disent les uns; français, disent les autres. Ils réclameraient l'extension de cet Etat jusqu'à la Méditerranée et jusqu'à la mer Rouge. Mais l'idée — abstraction faite de ses modalités d'application — suscite



LE MARQUIS SAYONJI
premier délégué du Japon, arrivé hier à Marseille

quelques controverses. Les problèmes religieux sont encore plus délicats en Orient qu'ailleurs, et si l'on peut accorder aux communautés israélites de Palestine une liberté et des garanties, les autres confessions ont droit à un traitement égal.

Les accords sino-japonais

La Conférence a reçu communication des traités sino-japonais.

Le premier est daté du 25 mai 1915. La Chine reconnaît les accords qui pourraient intervenir au sujet du Chantoung entre Berlin et Tokio. Une note complémentaire disait que le Japon rendrait Kiao-Tcheou à la Chine sous certaines conditions (ouverture du port de Kiao-Tcheou au commerce, établissement d'une colonie japonaise, etc.).

Une convention du 24 septembre 1918 consistait en un échange de lettres. Le Japon restituait à la presque totalité de ses troupes du Chantoung, le chemin de fer étant exploité en commun par la Chine et par lui. La Chine accepte — et demande à contracter des emprunts au Japon pour la construction des voies ferrées de Mandchourie. Cette demande reçoit bon accueil. Il n'y aurait pas d'autre arrangement, et le Japon affirme qu'aucun de ces documents ne touche à l'intégrité ou au prestige de la Chine.

Comment M. Daniels téléphona par sans-fil à M. Wilson

— Is it you, Mr President? — Daniels speaking.

C'est sans doute par ces préliminaires que M. Daniels, le secrétaire de la Marine américaine (les ministres s'appellent des secrétaires aux Etats-Unis), « attaquait » il y a quelques jours, au téléphone, le président Wilson, à bord du *George Washington*, pour lui souhaiter la bienvenue. Or, le paquebot présidentiel se trouvait alors à plusieurs centaines de milles marins de la côte américaine. La téléphonie sans fil ne permettant pas encore de répondre immédiatement à un interlocuteur ni à deux conversations de s'entre-croiser, même avec un appareil transmetteur dans chaque poste, le président ne répondit pas; mais, appelé par l'opérateur du bord, il se mit immédiatement à écouter son ministre et ami. Il put, dès que ce dernier eut fini de parler, répondre non par la même voie, car le *George Washington* ne possède pas d'appareil radiotéléphonique, mais par télégraphie sans fil. Nest-ce pas merveilleux?

Il n'y a rien là cependant qui doive étonner, car, bien que sur des distances sensiblement plus courtes, un résultat semblable fut obtenu au cours d'essais exécutés avec des bâtiments de guerre français, il y a déjà plus de dix ans, et au moyen des appareils de deux officiers de notre marine, MM. Jeanne et Colin.

Il s'agit, cependant, en l'espèce, d'un nouveau système du grand parti aux travaux de l'ingénieur américain de Forest. Ce nouveau système permet d'ailleurs, comme l'ont prouvé des expériences qui, en d'autres temps, eussent éclipse en intérêt tout autre événement (elles furent effectuées en septembre et octobre 1915), des portées qui s'accroissent fort bien de distances aussi considérables, et même plus grandes, que celle qui sépare Paris de New-York. En fait, les expériences du mois d'octobre 1915 furent effectuées sur la distance Paris (Tour Eiffel) à Washington (station d'Arlington) aux Etats-Unis.

L'un des plus grands avantages du nouveau système de téléphonie sans fil est de permettre l'usage du téléphone ordinaire pour propager la voix humaine à travers ces énormes distances. Pour parler au président Wilson, M. Daniels n'eut donc pas besoin d'utiliser un appareil spécial : il décrocha simplement le récepteur de l'appareil placé sur son bureau, demanda au central du ministère la station d'Arlington, située à quelques kilomètres de Washington, et fit connaître à l'opérateur de service son désir de parler au président (il avait, bien entendu, appris au préalable que le *George Washington* se trouvait à portée radiotéléphonique de terre, car on comprend que la hauteur d'antenne de ce bâtiment ne lui permet pas de capter les ondes d'un bout à l'autre de l'Atlantique). L'opérateur n'eut alors qu'à relier le circuit téléphonique du réseau ordinaire au circuit des appareils transmetteurs radiotéléphoniques de la sta-

AU PALAIS-BOURBON

LA COMMISSION DU BUDGET SE MONTRE DÉFAVORABLE A L'IMPOT SUR LE CAPITAL

Ses membres ont contesté l'assertion apportée par M. Klotz, ministre des Finances, d'après qui la fortune de la France se serait accrue pendant la guerre.

Nous avions signalé, hier, que de nombreux membres de la commission du budget de la Chambre étaient d'ores et déjà hostiles à certaines mesures fiscales envisagées par M. Klotz, ministre des Finances, et notamment à son projet d'impôt sur le capital.

Hier, après un nouvel examen de la situation, la commission nous a communiqué la note suivante sur la signification de laquelle il est difficile de se méprendre :

La commission du budget s'est réunie sous la présidence de M. Raoul Péret, pour achever la discussion des déclarations faites à sa séance du 18 février par le ministre des Finances.

Elle a été unanime à considérer que la question la plus urgente à résoudre par le gouvernement était celle des moyens de trésorerie, afin de faire face aux paiements immédiats, et a constaté qu'il n'avait pas été apporté sur ce point de solution positive. Elle est d'avis que l'Etat ne peut, sans danger, recourir indéfiniment à de nouvelles émissions de billets de banque, émissions qui ont pour principal inconvénient l'augmentation du coût de la vie, et qu'il convient de préparer sans délai un appel au crédit, notamment par un emprunt interallié.

La commission est convaincue que la justice autant que l'intérêt exigent, en vue de leur liquidation, la mise en commun par les Alliés et associés de toutes les dépenses de guerre.

L'affirmation ayant été produite que la fortune de la France s'est accrue considérablement pendant les hostilités, la commission conteste de la façon la plus formelle une pareille assertion et estime, au contraire, que l'ensemble de la fortune publique n'a pu diminuer durant la période de guerre. L'abondance des signes monétaires, alors que la production et les instruments de production ont diminué, ne peut, à aucun point de vue, être assimilée à un enrichissement.

La commission fait les plus expresses

réserve sur le sujet de l'établissement d'un impôt sur le capital et du produit à attendre de cet impôt, aucun projet de loi n'ayant été déposé sur le bureau de la Chambre.

Elle émet, de la façon la plus pressante, le vœu que les divers éléments de la créance de la France sur les pays ennemis soient réunis dans le plus bref délai, et que la Conférence exige le versement d'une somme à valoir sur l'ensemble des indemnités qui doivent être mises à la charge de l'Allemagne et de ses alliés.

En ce qui concerne le devoir qui s'impose à tous de ménager les deniers publics, la commission croit devoir rappeler qu'elle n'a pas attendu l'appel du gouvernement pour réaliser toutes les économies compatibles avec la bonne marche des services ; elle regrette que la publication prématurée par le gouvernement de certains projets de dépenses et les engagements pris par celui-ci n'aient pas permis à la commission du budget toute la liberté désirable pour l'examen de ses projets et le rejet ou la réduction des crédits sollicités.

Envisageant enfin le problème budgétaire, la commission maintient que les budgets d'après guerre ne seront pas inférieurs à 18 milliards. A cet égard, elle observe que le gouvernement n'a pas encore déposé l'exposé rectificatif du budget de 1919 qui lui a été demandé.

Le versement des indemnités de guerre dues par l'Allemagne ne saurait, au surplus, dispenser le gouvernement de mettre à l'étude des dispositions fiscales et de proposer des impôts nouveaux, le vote de ces impôts étant indispensable, même dans les hypothèses les plus favorables, pour assurer l'équilibre de nos budgets.

A la suite de la discussion, qui a été close par l'adoption à l'unanimité de la délibération ci-dessus, la commission a donné mandat à son président et à son rapporteur général d'exposer à la Chambre, le plus prochainement possible, l'ensemble de la situation financière.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL A REPRIS SES OCCUPATIONS

Contrairement à ce qu'on pouvait craindre, M. Clemenceau n'a éprouvé aucune fatigue de sa promenade à Versailles, et, hier matin, il s'est levé à 6 heures, le plus dispos du monde, après une excellente nuit, pendant laquelle l'aurait néanmoins veillé son rhume. Il s'est mis au travail aussitôt après son petit déjeuner.

A 8 heures, le docteur Laubry a fait sa visite quotidienne au président qui, 9 heures, recevait MM. Mourier, Jeanneney et Pichon.

Enfin, à 10 heures, il endossait sa pelisse, prenait son chapeau, ses gants gris et montait en automobile accompagné de son secrétaire particulier, M. Martel, Et, Brabant, chauffeur en titre, au volant, et l'inspecteur Decandin à ses côtés, la voiture fila vers le carrefour Delessert.

Le bruit de la sortie de M. Clemenceau s'était vite répandu dans le quartier : tout le monde était aux fenêtres, et ce fut au milieu d'acclamations répétées que l'auto disparut dans la direction du pont d'Iéna.

A 10 h. 15, le président du Conseil arrivait rue Saint-Dominique. Tous ses collaborateurs lui firent, sur le seuil, une réception chaleureuse, et, dès son arrivée, il se mettait au travail avec le général Mordacq et M. Georges Mandel. Il a également conféré avec M. Jeanneney et les chefs de service.

Le président du Conseil a quitté le ministère à 11 heures. Un quart d'heure plus tard, il était de retour rue Franklin, où il regagnait, seul, son appartement.

L'après-midi, à 2 h. 40, le président du Conseil remontait en auto, lorsqu'une délégation de lycéens lui vint offrir une magnifique gerbe de fleurs. M. Clemenceau remercia du geste les jeunes gens qui l'acclamaient, et, de même que le matin, la voiture prit par le boulevard Delessert pour gagner le ministère des Affaires étrangères. Ce trajet dura quatre minutes. M. Clemenceau se rendait, à la Conférence des Dix. On juge de l'accueil qui lui firent les membres de la Conférence, lorsqu'ils le virent venir à eux et présider leurs délibérations neuf jours après l'événement que l'on sait.

La séance dura deux heures, et, après avoir pris congé de ses collègues, le président du Conseil retourna au ministère de la Guerre où des personnalités auxquelles il avait donné rendez-vous l'attendaient. Il a eu, notamment, un entretien avec M. André Tardieu.

Sa journée terminée — on voit si elle a été bien remplie — M. Clemenceau est rentré chez lui à 5 h. 50, et a reçu la visite du docteur Paul, le médecin légiste. Puis, vers 6 h. 30, arrivèrent ses médecins habituels, les professeurs Tuffier, Gossel et Laubry.

Après leur consultation, qui fut assez longue — ils ne sortirent qu'à 7 h. 30, — nous leur avons demandé leur impression.

— Excellente, répondirent-ils. Il n'y a plus besoin de pansement, et nous ne reviendrons plus.

LE RETOUR DU SOLDAT AU FOYER

LA CHAMBRE A FIXÉ, HIER, LE MONTANT DE LA PRIME DE DÉMOBILISATION

Aux 250 francs de l'indemnité principale viendront s'ajouter des suppléments mensuels de 20 francs pour les combattants et de 15 francs pour les autres.

La Chambre a voté hier les divers articles de l'ensemble du projet relatif à l'indemnité de démobilisation.

Elle s'était arrêtée, la veille, à l'article premier, après avoir accepté une modification de texte proposée par M. Vandame, dans le but de permettre d'attribuer la prime aux officiers qui, bien qu'ayant dépassé le grade de capitaine, avaient rempli auparavant les conditions exigées.

Après une laborieuse discussion, cet article premier, qui fixe les conditions à remplir pour avoir droit à l'indemnité de démobilisation, a été voté.

Le projet relatif à l'indemnité de démobilisation, celui-ci fut pris en considération, malgré l'opposition du gouvernement et des commissions.

M. André Paisant rapporta ainsi un nouveau texte portant la prime à 20 francs par mois de présence, entre le 2 août 1914 et le 11 novembre 1918, dans une grande unité (corps d'armée, division) ou dans une unité combattante d'armée placée sous les ordres des généraux commandant en chef. Le rapporteur fit également connaître que la commission renonçait à la limitation prévue pour les bénéficiaires sans enfant.

M. Poncelet se rallia à ce texte. Mais M. Blaisot revint à la charge, réclamant une différence de 10 francs par mois entre combattants et non-combattants et demandant, en conséquence, une prime de 25 francs pour les premiers.

L'amendement de M. Blaisot fut repoussé par 234 voix contre 225.

La Chambre adopta, d'autre part, un amendement portant également la prime mensuelle à 20 francs pour les mobilisés appelés avant la date normale de l'appel de leur classe et pour la durée de cet appel. Il s'agit, en la circonstance, de certains R.A.T. des classes 87 à 92.

L'article 2 voté avec cette modification, la Chambre adopta, avec le texte de la commission, les six autres articles du projet. L'ensemble du projet fut voté à mains levées à 9 heures et 30.

Au cours de sa séance du matin, la Chambre avait continué la discussion de la proposition de loi sur la propriété commerciale. Elle avait renvoyé à la commission, pour la rédaction d'un texte, un contre-projet de M. Cazassus, aux termes duquel les locataires, commerçants ou industriels dont le bail ne sera pas renouvelé à expiration pourront actionner leur propriétaire en dommages-intérêts.

La proposition de loi sur la propriété commerciale, a été votée avec de légères modifications.

Sur la proposition de M. Nadi, la Chambre a ainsi étendu, jusqu'à la date de la signature de la paix, le délai, dont l'expiration était primitivement fixée au 11 novembre 1918, pour réunir les conditions requises.

La demande de M. Presbère, elle a supprimé l'obligation pour les intéressés d'avoir dépassé, au moment de leur libération, la durée légale de service due par leur classe de mobilisation.

Un amendement de M. Outrey, qui réclamait pour les troupes coloniales le même traitement que pour les troupes françaises, a été repoussé par 402 voix contre 64. Il reste donc entendu que le chiffre de l'indemnité sera fixé par décret pour les diverses colonies.

L'article 2, qui fixe le taux des primes mensuelles qui doivent s'ajouter à l'indemnité de démobilisation, a donné lieu à un long et vif débat.

Hostile à toute distinction entre combattants et non-combattants, M. Klotz, ministre des Finances, convia la Chambre à franchir la question de principe. On se trouva, dès lors, en présence de deux amendements : l'un de M. Antoine Borrel, portant la prime de 15 à 20 francs pour les mobilisés qui ont touché l'indemnité de combat ; l'autre de M. Poncelet, ayant le même objet, mais prenant pour base la distinction établie par la loi Mourier qui a déterminé les unités combattantes.

M. Rognon, au nom de la commission de l'armée, M. Paisant, au nom de la commission d'assurance et de prévoyance sociales ; M. Abrami, sous-secrétaire d'Etat à la Guerre, combattirent tour à tour ces amendements. M. Ybarnégary intervint au milieu d'une vive agitation pour s'étonner que le gouvernement s'oppose, pour des raisons d'économie, à la distinction réclamée entre les combattants et les non-combattants.

— Notre dette atteint près de 200 milliards ! s'écria le député des Basses-Pyrénées. Nous savons l'effroyable gaspillage qui s'est continué pendant cinq ans, MM. Denys Cochin et Marin nous en ont été de tristes exemples. Ce n'est pas le moment de parler d'économies !

M. Klotz se défendit d'invoquer des raisons d'économie à l'encontre de l'amendement Borrel, faisant toutefois observer qu'il coûterait 300 millions de plus au Trésor.

— Mais, dit-il, il ne s'agit pas de récompense, mais d'une nécessité d'existence, et, mon passage ici, m'avaient qu'elles étaient une protestation contre ces prises, qu'elles avaient porté la question devant la commission d'armistice, et attendaient la décision de cette dernière. Pourtant, elles ne contestaient pas la légitimité de la prise de l'Elbe-I, mais seulement celle du Berger.

« Au reste, je dois reconnaître que les autorités allemandes se sont montrées fort correctes, nous offrant des vivres, du charbon, et ce dont nous pouvions avoir besoin. J'éprouvai un moment la velléité de couler les deux navires ennemis, mais, réflexion faite, je préférai attendre. Vous en savez maintenant autant que moi. »

Nous serrâmes la main du commandant de l'Oriflamme et nous reprîmes la mer, non sans avoir téléphoné à notre commission à Berlin pour savoir si la commission d'armistice était réellement saisie de cet incident, et s'il n'y en avait pas d'autre à redouter. Nous partîmes rassurés.

On sait que, depuis lors, l'Oriflamme a pu continuer sa route vers Dunkerque.

Le nouveau président de la Chambre de commerce

La Chambre de commerce de Paris, réunie en séance générale le 26 février, a nommé M. Pascalini, président, en remplacement de M. de Ribes-Christofle, décédé.

M. Proust remplacera M. Pascalini dans les fonctions de membre secrétaire.

LE VRAI MONUMENT DE LA VICTOIRE

A sa maquette, tout un peuple, avide de construire, travaille fiévreusement.

Il s'érigera symbolique, dans la clarté du soleil, sur un sol de ruines où la rosée du matin, perlant aux franges des corolles, évoquera les larmes des mères, des épouses et des fiancées.

Sous le choc des marteaux, déjà la matière s'anime, et bientôt le monument de la France victorieuse au travail récompensera magnifiquement les efforts de ses millions d'ouvriers.

Après l'œuvre de mort, l'œuvre de vie. Le temple de la gloire, plus durable que l'airain, sera le monument d'une prospérité à laquelle chacun, suivant son travail, suivant ses mérites aussi, participera.

Tous peuvent y collaborer par l'action et par la pensée, comme aussi par l'emploi des ressources épargnées. « Faites-moi crédit », criait la France en péril ; et, aujourd'hui, pour saper l'écueil, la vague d'or déferlait, derrière la vague d'assaut.

C'est une belle et nouvelle forme de la solidarité nationale que cette souscription incessante aux Bons et Obligations de la Défense nationale.

L'INCIDENT DU TORPILLEUR "ORIFLAMME" AVEC SES DEUX PRISES

Nos lecteurs connaissent l'incident auquel donna lieu la prise, par le torpilleur français *Oriflamme*, d'un vapeur et d'un remorqueur allemands, *Elbe-I* et *Berger*, naviguant tous deux sans autorisation. M. le lieutenant Leprevost, qui fut témoin de l'incident, a bien voulu nous en faire ce récit :

Nous étions partis de Copenhague à bord de l'avis *Ancre*, chargé d'escorter, sous le commandement du lieutenant de vaisseau Besson, le vapeur *Russ*, qui rapatriait les otages. Ceux-ci, un peu remis déjà de leurs émotions par leur séjour dans la capitale danoise, achevaient de renaitre à la vie libre en écoutant de la musique ou en dansant. La brise de mer nous apportait chaque jour des motifs de valse. La traversée était excellente.

Mercrdis après midi, par un temps gris mais clair, nous arrivions devant le port de Kiel, où des navires anglais et allemands étaient à l'ancre. Parmi les bâtiments ennemis, nous remarquâmes même un grand transport neuf à quatre cheminées, qui nous frappa par ses dimensions. Il est deux heu-

res et demie, nous nous engageâmes dans le canal. Nous avons admiré, en passant, les quatre fameux ponts, vraiment dignes de leur réputation, et sous les arches desquels peuvent passer des navires de quarante-deux mètres. A mi-chemin du canal, Rendsburg nous apparut. La ville semble endormie dans un calme étonnant. Les hommes déboulèrent d'un pas tranquille, tandis qu'aux fenêtres les femmes nous adressaient des signes amicaux. Nous croisons alors un torpilleur allemand. Une douzaine de marins accourus sur ses bastingages se mettent à rire sur notre passage — on ne saurait dire si c'est par insolence.

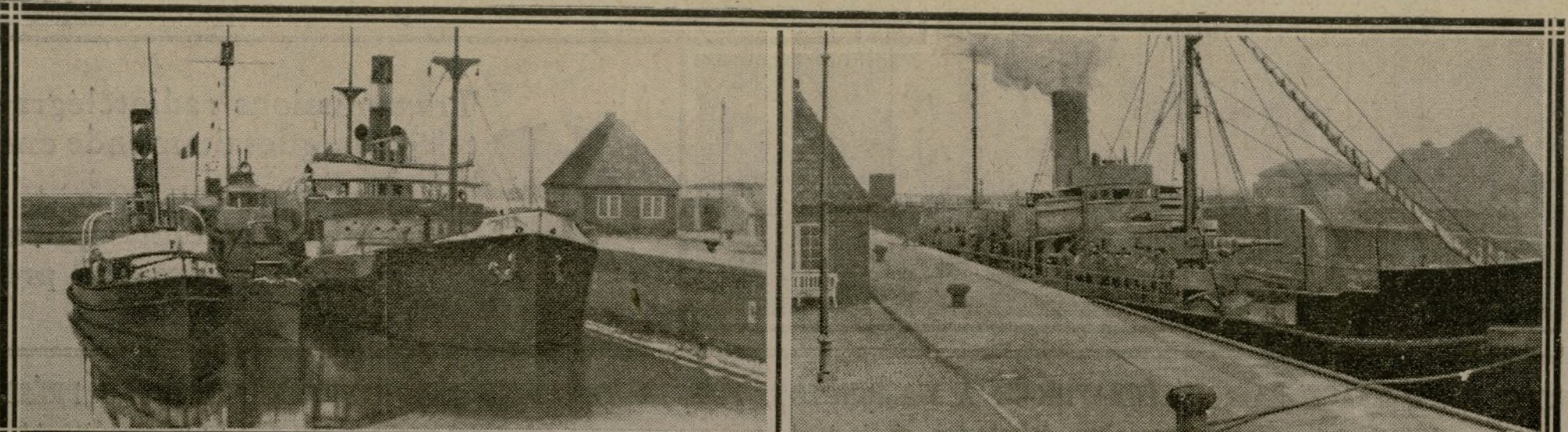
Mais voici qu'un grand drapeau blanc se lève sur notre passage. Le commandant de notre bord a appris par T. S. F. qu'un torpilleur français, l'*Oriflamme*, commandé par le lieutenant de vaisseau Schacher, risque de ne pas pouvoir continuer sa route, parce qu'il a saisi deux bateaux allemands qui naviguaient sans autorisation. Et nous allons nous mettre à la disposition du commandant de l'*Oriflamme*.

Vers 3 heures, nous atteignons, en effet, les écluses de Brunsbüttel, ces écluses qui, dit-on, sont plus grandes que celles du Panama, et qui mesurent 330 mètres de long sur 45 de large. Et, dans une écluse jumelle de celle où nous nous trouvons bientôt, nous apercevons, séparés de nous seulement par un quai, l'*Oriflamme* et ses deux prises : le vapeur *Elbe-I* et le remorqueur *Berger*. L'*Oriflamme* a les équipages de prise à son bord.

Nous descendons à terre, et nous ne tardons pas à apprendre de la bouche même du commandant Schacher, un Alsacien de vieille souche, pourquoi il a été empêché de continuer sa route vers la France par Kiel, voie la plus courte et la plus directe.

Même avec une cargaison de sel, et le remorqueur *Berger*, qui gagnait Swinemünde, naviguaient tous deux sans autorisation.

— Je les ai saisis, comme c'était mon devoir, nous dit le lieutenant de vaisseau Schacher, et je m'apprêtais à les mener en France, quand les autorités allemandes, à



L' "ORIFLAMME", ENTRE LE "BERGER" ET L' "ELBE-I", A QUAI L'AVIS "ANCER", COMMANDÉ PAR LE LIEUTENANT DE VAISSEAU BESSON (Photographies prises dans les écluses de Brunsbüttel, à l'entrée du canal de Kiel).

ANTIQUITÉS ACHATS VENTES
MERCIER FRÈRES
100 R. St-Antoine PARIS

COMPTABILITÉ 53 Rue de Rivoli
PIGIER TEL. GUTENBERG 44.65

LE MARIAGE DE LA PRINCESSE PATRICIA DE CONNAUGHT

C'est hier qu'a été célébré, comme nous l'avons annoncé, en l'église de l'abbaye de Westminster, le mariage de la princesse Patricia de Connaught, fille du maréchal duc de Connaught et de feu la duchesse de Connaught, avec S. M. le roi Édouard VII, avec l'hon. commandant Alexander Ramsay R. N.

La princesse Patricia avait revêtu, pour la cérémonie, une robe de panne blanche brodée argent, dans le genre des robes florentines du treizième siècle, avec traine de toile d'argent ornée d'admirables broderies.

Pendant le trajet, à l'aller et au retour, le long manteau de Cour de la mariée, en même étoffe brodée que la robe, avec col de renard blanc du Canada, était porté par les deux jeunes pages que nous avons déjà nommés, l'hon. Simon Ramsay et lord Macduff, tous deux âgés de cinq ans, et portant le costume écossais avec couleurs de leur « clan ».

Les huit demoiselles d'honneur, toutes vêtues de bleu pâle, étaient : S. A. R. la princesse Mary, fille du roi et de la reine d'Angleterre ; la princesse Maud, fille de la princesse royale ; lady Victoria et lady Helena Cambridge ; la princesse Ingrid de Suède ; lady Jane et lady Ida Ramsay, sœurs du marié ; et lady Mary Cambridge, fille de lord Athol.

Toute la famille royale assistait à la cérémonie, ainsi que l'aristocratie anglaise, qui avait tenu à offrir à lady Alexander Ramsay ses vœux de bonheur et le tribut de sa respectueuse admiration, la nouvelle mariée étant, comme on le sait, une des princesses les plus populaires de l'Angleterre.

Sur le désir exprimé par la princesse Patricia, le roi a consenti à ce qu'elle abandonnât son titre de princesse son mariage et devint désormais lady Patricia Ramsay.

Le commandant Ramsay sera nommé attaché naval à Paris.

FIANCHILLES

Nous apprenons les fiançailles de Mlle Germaine Soula, fille de M. Albert Soula, vice-président de la Banque de Bordeaux, avec M. de M. Nast, conseiller référendaire à la Cour des Comptes, décédé, et de Mme, née Sédille, et petite-fille de feu M. Sédille, l'architecte bien connu, avec M. Gaston Pascalis, du 5^e chasseurs à cheval, fils de M. et Mme Charles Pascalis.

DEUILS

On annonce la mort de M. Henri Caplain Saint-André. Les obsèques auront lieu le samedi 1^{er} mars, à midi, en l'église Saint-Jean-Saint-François (rue Charlot, 3^e arrondissement), où l'on se réunira. Ni fleurs, ni couronnes. Inhumation au cimetière du Père-Lachaise. Le présent avis tient lieu d'invitation.

Les obsèques de M. Eugène Plisson, négociant et industriel, auront lieu samedi 2^{er} mars, à 10 heures, à l'église Saint-Séverin (5^e arrondissement). Le présent avis tient lieu d'invitation.

Nous apprenons la mort de M. Mlle Griette Gaston Paris, qui vient de succomber à l'âge de vingt-six ans. Elle était la fille de feu Gaston Paris, membre

de l'Académie française et professeur au Collège de France, et de Mme, née Matoré ; De M. Lucien Derode, ancien président de la Chambre de Commerce de Paris, censeur de la Banque de France, administrateur du Chemin de fer du Nord, officier de la Légion d'honneur ;

De M. Albert Arman de Caillavet, père de feu M. Gaston Arman de Caillavet, l'auteur dramatique, décédé à la villa Nausicaa, à Quiberon ;

De Mme Loche, femme du médecin-major et fille de M. Mercier, sénateur de la Haute-Savoie, qui vient de mourir, à trente-sept ans, des suites d'une maladie contractée au chevet des blessés, à l'hôpital complémentaire n° 17, à Lyon, qu'elle dirigeait comme infirmière major.

Frères d'adresser les avis de Noces, Mariages, Décès, etc., à l'Office des Publications, 24, boulevard Poissonnière. Téléphone Central 52-11. Bureaux : 9 à 6 heures ; dimanches et fêtes, 11 à 12 heures, 5 à 6 heures. Prix spéciaux pour nos abonnés.

AU BEUF A LA MODE

CUISINE FRANÇAISE — VIEILLE CAVE
PRIX DISCRETS, BIEN JUSTIFIÉS

BIARRITZ

CASINO
GOLF THERMES SALINS

PARIS AUX STATIONS

de la

COTE D'AZUR

CANNES, NICE

MONTE-CARLO, MENTON

par

TRAINS RAPIDES

AVEC VOITURES DE LUXE

Bourse de Paris du 27 février 1919

VALEURS	Cours précédent	Cours du jour	VALEURS	Cours précédent	Cours du jour
PARQUET			Ext. Franc.	1905	374
5 0/0 libéré	91	90 40	— 1906	404	405
4 1/2 libéré	74 75	74 45	— 1907	217	219
3 1/2 libéré	74 40	74 10	— 1908	414	415
3 1/2 amort.	64 40	63 90	— 1909	358	360
3 1/2 libéré	64 40	63 90	— 1910	331	330
3 1/2 libéré	64 40	63 90	— 1911	1280	1275
3 1/2 libéré	64 40	63 90	— 1912	878 50	871
3 1/2 libéré	64 40	63 90	— 1913	929	925
3 1/2 libéré	64 40	63 90	— 1914	892	895
3 1/2 libéré	64 40	63 90	— 1915	117	120
3 1/2 libéré	64 40	63 90	— 1916	1122	1122
3 1/2 libéré	64 40	63 90	— 1917	424	425
3 1/2 libéré	64 40	63 90	— 1918	385	385
3 1/2 libéré	64 40	63 90	— 1919	1617	1634
3 1/2 libéré	64 40	63 90	— 1920	5175	5160
3 1/2 libéré	64 40	63 90	— 1921	206	200
3 1/2 libéré	64 40	63 90	— 1922	916	915
3 1/2 libéré	64 40	63 90	— 1923	454	451
3 1/2 libéré	64 40	63 90	— 1924	429	428
3 1/2 libéré	64 40	63 90	— 1925	422	422
3 1/2 libéré	64 40	63 90	— 1926	488	486
3 1/2 libéré	64 40	63 90	— 1927	11	10 50
3 1/2 libéré	64 40	63 90	— 1928	62 50	63 75
3 1/2 libéré	64 40	63 90	— 1929	114 1/2	116
3 1/2 libéré	64 40	63 90	— 1930	224	228
3 1/2 libéré	64 40	63 90	— 1931	83 1/2	85
3 1/2 libéré	64 40	63 90	— 1932	542 1/2	547 1/2
3 1/2 libéré	64 40	63 90	— 1933	112 1/2	115
3 1/2 libéré	64 40	63 90	— 1934	112 1/2	115
3 1/2 libéré	64 40	63 90	— 1935	152	156
3 1/2 libéré	64 40	63 90	— 1936	152	156
3 1/2 libéré	64 40	63 90	— 1937	152	156
3 1/2 libéré	64 40	63 90	— 1938	152	156
3 1/2 libéré	64 40	63 90	— 1939	152	156
3 1/2 libéré	64 40	63 90	— 1940	152	156
3 1/2 libéré	64 40	63 90	— 1941	152	156
3 1/2 libéré	64 40	63 90	— 1942	152	156
3 1/2 libéré	64 40	63 90	— 1943	152	156
3 1/2 libéré	64 40	63 90	— 1944	152	156
3 1/2 libéré	64 40	63 90	— 1945	152	156
3 1/2 libéré	64 40	63 90	— 1946	152	156
3 1/2 libéré	64 40	63 90	— 1947	152	156
3 1/2 libéré	64 40	63 90	— 1948	152	156
3 1/2 libéré	64 40	63 90	— 1949	152	156
3 1/2 libéré	64 40	63 90	— 1950	152	156

MÉTALX A LONDRES.

— La tonne de 1.016 kilos :
Civre Chili, disponible, 10 1/2 ; livrable 3 mois, 60 1/2 ; Electrolytique, 85 ; Etain, comptant, 22 1/2 ; livrable 3 mois, 210 ; Plomb, 21 ; Zinc, comptant, 48.

VOL

des valeurs et titres (et l'incendie de ceux-ci) causés par les dégâts et pillages causés aux biens mobiliers, marchandises et bâtiments (y compris l'incendie) par les malfaiteurs, attouchements, manifestations, grèves, émeutes, etc., (c'est-à-dire tous vols et dégâts) sont assurés par La Mutualité Générale, C^e d'assurances, 15, rue Jeanne-d'Arc, Rouen, fondée en 1896 (capitaux déjà garantis, plus de 500 millions). Les renseignements gratuits. La M.G. accepte correspondants.

A VENDRE TRES BAS

pour éviter nouveaux frais de garde

MOBILIERS RICHES

sortant des meilleures maisons

GARDE-MEUBLE DE L'ETOILE 44, rue

DÉMÉNAGEMENTS Transports

par automobiles

HUILE

d'olive douce sélectionnée. Postal 10 lit. 55^e ; de table douce 50^e ; Savon 72^e 10 k. 35^e ; Emb. grat. 1^{er} c. Remb. Huilerie du Littoral Marseille

GOUTTES

DES COLONIES

DE CHANDRON

CONTRE

MAUVAISES DIGESTIONS, MAUX D'ESTOMAC, Diarrhée, Dysenterie, Vomissements, Cholérine

PUISSANT ANTISEPTIQUE DE L'ESTOMAC & DE L'INTESTIN

DANS TOUTES LES PHARMACIES

VENTE EN GROS : 8, rue Vivienne, Paris.

Je viens d'éprouver une bien douce surprise : il reste encore des Barnavaux, il reste de vieux soldats de l'infanterie coloniale ! On les avait tant mis à l'honneur, à la peine et au danger, au cours de cette guerre ; ils avaient été tellement décimés que je craignais qu'il n'y en eût plus.

L'un d'eux vient de m'écrire — et je respecte son style, qui a sa saveur :

« J'ai reçu une lettre de mon capitaine, me disant que les rengagements sont permis, et qu'il faudrait adresser ma demande immédiatement si c'est mon idée. Vous comprenez que je l'ai pas fait, vu qu'on ne me dit pas les conditions. Et ce sera la même chose pour beaucoup. Pourtant, j'ai déjà dix ans de service, et c'est embêtant d'abandonner. Au fond, je demanderais pas mieux que de rempiler. Quand on a été aux colonies, nous autres, on peut plus vivre que dans les colonies : c'est une maladie ! Seulement, il faudrait qu'on m'autorise à emmener ma famille. Vous comprenez, voilà quatre ans qu'on a été séparés, on n'a pas trop envie de partir pour deux ans de plus et de laisser les siens en France. Mais si on m'autorise à emmener ma famille, je rengeage de suite, car sitôt fini mon congé, je reste avec elle à la colonie ! »

Voilà « l'idée » de mon Barnavaux. Le gouvernement va frémir : permettre aux vieux soldats de la coloniale de partir avec leurs familles, leurs gosses, tout le bazar, ça fait des frais ! Et pourtant, quelle meilleure manière de recruter des colons : c'était le rêve du maréchal Bugeaud, qui n'était pas absolument un imbécile, et le réalisa en Algérie. Qu'on y réfléchisse : il y a quelque chose à faire dans ce sens.

Le crépuscule du génie

Depuis sa chute sur la promenade des Anglais, à Nice, l'illustre Berlioz, dont on va commémorer le cinquantième anniversaire de la mort, était fort diminué de corps et d'esprit.

Quelques jours avant sa mort, un de ses intimes, le compositeur Reyher, lui apporta, pour qu'il l'ornât d'une dédicace, une partition de Benvenuto Cellini.

L'auteur de la *Damnation* prit la plume d'une main lasse. Et d'une écriture tombante, hésitante, écrivit : « A mon très cher ami... » écrit-il. Puis, arriva : « Comment vous appelez-vous ? » demanda-t-il à Reyher, douloureusement stupéfait.

La politique et l'amour

Après toutes les horreurs de la guerre, c'était comme un joli conte de fées... On y voyait un Prince Charmant du Nord, blond comme les blés, demander en mariage une princesse du Midi, belle comme le jour et brune comme la nuit... Tous les cours sensuels battaient, si l'on ose dire, un petit rappel romantique en l'honneur de cette idylle princière...

Tout cela, hélas ! était trop joli. Il y a l'amour et il y a aussi la politique, la raison d'Etat. Or, ces deux puissances s'accrochent rarement. Ceux qui ont lancé dans le public la nouvelle du prochain mariage du prince de Galles et de la princesse Yolande ignorent certainement les obstacles que la Constitution anglaise oppose à cet hymen.

En effet, ladite Constitution stipule for-

mellement que l'héritier présomptif de la Couronne britannique qui épouse une catholique romaine est du coup dépourvu de ses droits à la succession au trône. Ses sujets sont, par le fait, dégarés de toutes leurs obligations envers lui.

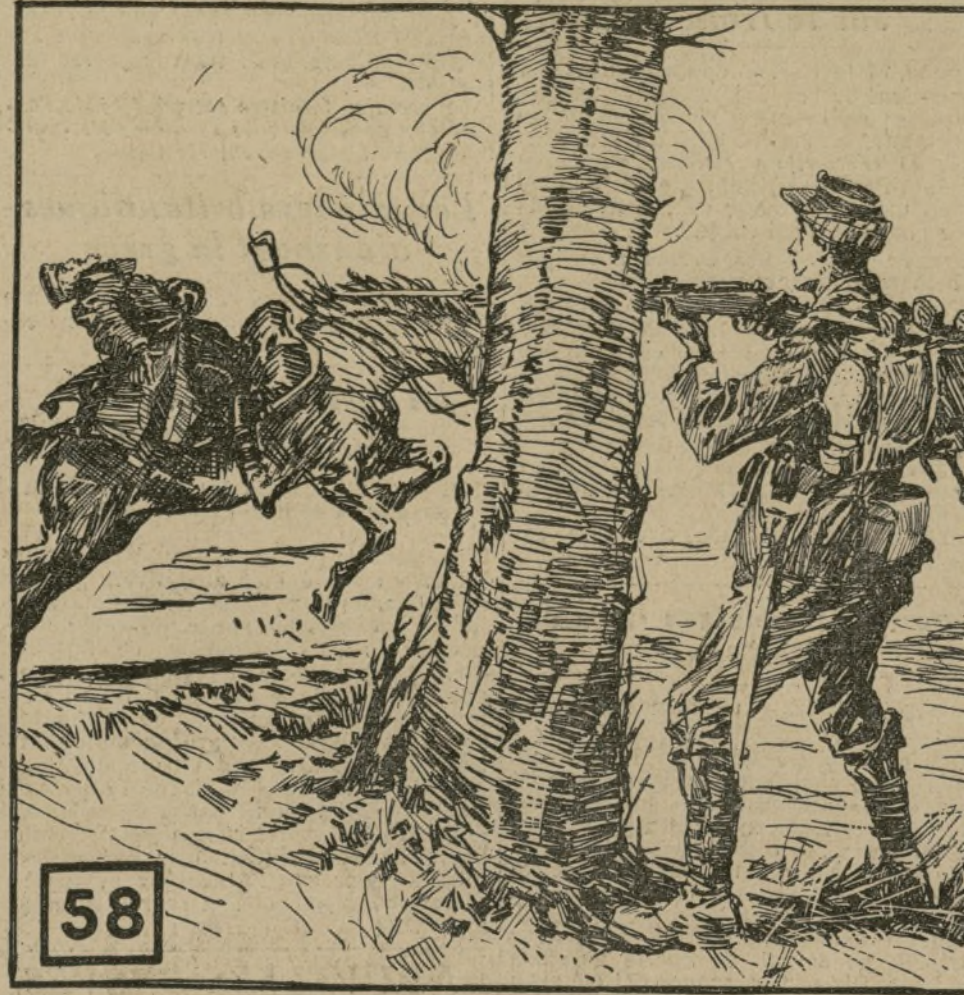
Dans ses études historiques, le Rév. W. H. Wilkins, à qui Édouard VII confia l'examen des archives de Windsor, prétend que, selon toute vraisemblance, le prince régent épousa, clandestinement, miss Fitzgerald, qui sacrifia son titre de reine afin de ne point infliger à Georges IV la perte de la couronne.

Mais il est avec le Ciel des accommodements !

Noms de guerre

On a cité les noms des jeunes chevaux de courses empruntés à nos victoires : la *Marne*, le *Grand Couronné* et *Verdun*. Pour ce dernier, il fallut numéroter pour qu'il n'y eût point confusion avec le premier du nom, vainqueur du Grand-Prix de Paris. On s'est également amusé des noms d'oiseaux par le moyen desquels un propriétaire béarnais pensa exhiler de façon originale sa haine vigoureuse à l'endroit de nos ennemis.

CONCOURS DES LIVRES CÉLÈBRES



DESSIN N° 58. — A QUEL LIVRE SE RAPORTE CE DESSIN ? Répondre sur le bon revêtu du même numéro d'ordre que ce dessin et publié en tête de la première page.

VILLEGIATURES

La Côte d'Azur

LES HOTELS DE LA RIVIERA

« LA COTE D'AZUR », à Nice, publie la vue de tous les hôtels et la LISTE OFFICIELLE DES ÉTRANGERS. Un numéro franco : 0 fr. 85.

L'Office de la Côte d'Azur reçoit abonnements et publie pour EXCELSIOR.

BANDOL

SUR-MER. Climat idéal. Site merveilleux. Golf-Hotel. Tous les confort.

MONTE-CARLO

Bristol-Majestic (chauffés) MONACO. Face à la mer. 2 min. Casino.

NICE

CONCORDIA HOTEL. Grand confort, plein centre. — Ouvert toute l'année.

NICE

HOTEL DES ANGLAIS ET RUH. sous la direction de J. ALLET, de Vichy.

NICE

HOTEL DE LUXEMBOURG. Promenade des Anglais. — Ouvert toute l'année.

NICE

HOTEL DES ÉTRANGERS, 2, r. du Palais. Même propre.

NICE

HOTEL NEGRESCO. Promenade des Anglais.

NICE

O'CONNOR. Toujours ouvert.

NICE

CHINEZ. RIVIERA-PALACE. 56^e idéal, absolu. mod^e. Merveille. parc de 30000^m.

Les Pyrénées

VERNET-LES-BAINS

Établissement thermal ouvert toute l'année. Eaux sulfureuses. HOTEL DU PORTUGAL. Villas. SENGRE, administr.

AMYDERM

HYGIENIQUE ANTISEPTIQUE SUPPRIME LE FEU DU RASOIR

Prix 25^e. Parf^e HYALINE, 57, F^e Poissonnière, Paris.

Pilules GIP

guérissent anémie surmenage épuisement nerveux.

3^e30 le flacon (IMPOT COMPRIS)

France domicile par poste.

64, Boul^d Port-Royal, PARIS

SAMARITAINE
75 RUE DE RIVOLI - PONT-NEUF & MONNAIE Paris

NOUVEAUTÉS DE LA SAISON
Lundi 3 Mars
et jours suivants
Occasion Exceptionnelle à tous les Comptoirs

MANTEAU beau taffetas souple noir, garni velours. Longueur 1^{re}. Exceptionnel 58 fr.

CHAPEAU paillasson, plumes fantaisie. 15 fr.

ROBE NOUVELLE en serge fine pure laine, teintes mode, corsage garni galon fantaisie. 55 fr.

CHAPEAU satin, garni couteau suisse. 20 fr.

VOILE PURE SOIE souple et brillant, volages de robe, noir, blanc et toutes nuances mode. Large 108/140. Valeur 9 fr. Le mètre 5 90

SERGE SOUPLE pure laine (décorée), toutes nuances et noire. Large 120 Le mètre 13 90

KIMONO pour dames, tricot fantaisie en laine zéphir, noir et teintes mode Exceptionnel 10 fr.

BAS mousseline soie noire, entrées, pointes et talons en fil. Occasion 5 90

RICHELIEU chevreau glacé, habits vernis 34 fr.

EAU DE COLOGNE 60 degrés, pour bains et frictions. Le litre environ 9 50

Il n'est perçu aucune Taxe de Luxe en sus des prix Marqués.
Tous les jours ALIMENTATION pour nos SOLDATS et les Familles.

HALLS DE L'ALIMENTATION

50, Rue de la Bourse, LE HAVRE RAISIN DE CORINTHE MORUE 9^e 400 net 35 fr. SALÉE 9^e 400 net 50 fr.

VITTEL GRANDE SOURCE

ARTHRIQUES !

Si vous ne pouvez trouver d'eau de Vittel essayez les

Sels de VITTEL

La boîte de 12 Tubes pour 12 bouillottes Sels effervescents 3 frs.

Par poste recommandée 0 fr. 50 en sus — Franco par 12 boîtes

Dépôt : 42, rue de Paradis - PARIS

Téléph. : Bergère 47-57

AVOCAT

10 fr. Consult. rue Vivienne, 57, Paris. Divorce, Annulation religieuse, Réhabilitation à l'inst. de tous.

Cons. Sûreté confidentielle. Enquêtes discrètes (32^e année)

Coke trié, grésillon. — Verdier, 35, rue Capron.

LA PILE BEAUCHAMP

dure très longtemps

Elle seule donne 12 h. d'éclairage par intermission.

Gros : 5, Rue N.-D.-de-Nazareth PARIS

Pile-Echantillon : 1^{er} 50 franco

GRAINS MIRATON

Un Grain assure effet laxatif.

CHATELIGNON

RIEN DE PLUS BEAU 5, Boul^d du Palais, Paris

PORTRAITS LUDO

Agence de premier ordre, ayant services organisés, bureaux et magasins spécialement installés pour acceptation et dépôt d'articles et produits de toute nature. Hautes références. L. DELRE, 7, Royale-Sainte-Marie, 223, Bruxelles (Succursales à Paris et Tourcoing)

COKE BRIQUETTES BOIS

Etablissements C. L. F. 41, rue Taubout, Centr. 78-19

URINAIRES

Cystite, Prostate, Syphilis, Impuissance, etc. Traitement spécial. Médecin. Filiales : Paris, Bruxelles, Lyon, Marseille, etc.

L'INSTITUT MILTON

7 et 9, Cité Milton. Prix réduits. Services rapides. Dames au n° 2. Hommes au n° 3. Lettres discrètes. 1000 patients

RÉNOVATEUR